

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 068-0466

Arrêté de mise en demeure à l'encontre du SIVOM de Saint-Gaudens-Montréjeau-Aspet-Magnoac concernant les installations de traitement de déchets non dangereux qu'il exploite à Liéoux / Latoue

0062

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 modifié autorisant le SIVOM de Saint Gaudens-Montréjeau-Aspet à exploiter une extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) du « Pihourc » sur le territoire des communes de Latoue et Liéoux ;

Vu le rapport du 11 mars 2019 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement faisant suite à l'inspection du 28 août 2018 de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) du « Pihourc » exploitée par le SIVOM de Saint-Gaudens-Montréjeau-Aspet-Magnoac sur le territoire des communes de Latoue et Liéoux ;

Considérant que lors de sa visite du 28 août 2018, l'inspection des installations classées a constaté la réception de déchets « encombrants » (collectes au porte-à-porte ou en déchetteries), avec des déchets, par définition en mélange mais où des opérations préalables de tri pourraient être améliorées, avec notamment des déchets d'emballage (mais souillés), des déchets d'ameublement ou encore des déchets de déconstruction (isolant ou placo-plâtre) ;

Considérant qu'il a été constaté le déchargement d'une benne d'une collectivité (déchetterie de L'Isle-en-Dodon) contenant majoritairement des déchets de bois alors que ceux-ci avaient été préalablement triés et donc destinés à une valorisation (valorisation matière ou énergétique) ;

Considérant que le contrôle visuel n'est pas réalisé que ce soit au niveau du pont bascule ou au niveau du déchargement des déchets dans le casier ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le SIVOM de Saint-Gaudens-Montréjeau-Aspect-Magnoac est mis en demeure, pour l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) du « Pihourc » qu'il exploite sur le territoire des communes de Latoue et Liéoux, de se conformer :

– aux termes de l'article 3 relatif aux déchets interdits et l'article 30 relatif au contrôle du chargement à l'arrivée, de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, en transmettant **sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les mesures prises (techniques et/ou organisationnelles) pour améliorer le contrôle des déchets admis sur le site et garantir la détection et le traitement des chargements non conformes ;

– aux termes de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 et l'article 30 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge du SIVOM de Saint-Gaudens-Montréjeau-Aspect-Magnoac.

Art. 4. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ;

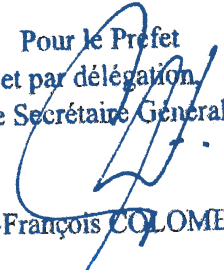
2° par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérécours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 5. – Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SIVOM de Saint-Gaudens-Montréjeau-Aspect-Magnoac.

Fait à Toulouse, le **10 AVR. 2019**

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Jean-François COLOMBET